

L'APRÈS - FRANQUISME A PETITS PAS

III. — EN ATTENDANT L'ÂGE DE RAISON

Le dernier remaniement ministériel, qui donne, dans une certaine mesure, satisfaction aux éléments orthodoxes du phalangisme, illustre surtout la fermeté du régime après les promesses de libéralisation faites en 1966. Un reclassement des tendances et des groupes s'impose (voir « le Monde » des 4 et 5-6 août 1973). D'autre part, la crise des commissions ouvrières et du parti communiste contribue au silence de la gauche traditionnelle.

Madrid. — A toute heure du jour, la Castellana connaît maintenant les embarras de circulation habituels sur les Champs-Élysées. Le dimanche soir, les amateurs de week-end dans la Sierra de Guadarrama doivent patienter à leur volant pendant trois ou quatre heures aux portes de la capitale avant de rejoindre leur domicile. En été, un million de Madrilènes partent chaque fin de semaine en voiture vers la campagne. Les problèmes sont identiques à Barcelone : le premier dimanche de juillet, les automobilistes ont mis trois heures pour parcourir le trajet de quelques kilomètres entre la plage de Castelldefels et la capitale catalane. Signe déplaisant

de cette adaptation de Madrid aux joies et aux soucis de la société de consommation : la pureté traditionnelle du ciel est sérieusement menacée.

« Notre objectif, nous déclarait en 1965 M. Lopez Rodo, responsable à l'époque des plans de développement, est d'atteindre un revenu, par tête, annuel de 1 000 dollars. M. Lopez Rodo, nommé ministre des affaires étrangères dans le

De notre envoyé spécial
MARCEL NIEDERLANG

premier gouvernement Carrero Blanco, semblait penser à ce moment-là que l'augmentation rapide et régulière du niveau de vie moyen des Espagnols contribuerait à une détente spectaculaire sur le front social, et il espérait que la « libéralisation » politique en serait favorisée d'autant.

5 milliards de dollars de réserve

Le ministre a au moins atteint l'un de ses objectifs. Le revenu annuel par tête dépasse actuellement les 1 300 dollars. L'expansion économique de l'Espagne, marquée par une certaine récession en 1972, est repartie de plus belle. De judicieuses mesures de relance ont entraîné un vif redressement des investissements. L'essor persistant des exportations a fourni une impulsion supplémentaire. Alors qu'elle connaissait auparavant un déficit chronique de sa balance des paiements, l'Espagne dispose actuellement de « l'un des excédents courants les plus élevés du monde, si l'on se

réfère au P.N.B. (produit national brut) ». Les réserves de change ont dépassé le cap des cinq milliards de dollars.

« L'Europe, dit un ancien dirigeant phalangiste, nous fournit en fait trois millions et demi de postes de travail... Nous sommes la Floride, une région où l'on vient passer ses vacances. Pourquoi ne serions-nous pas la Californie, où l'on vient chercher du travail ? » Sans doute Mais tout indique que les bases de l'expansion espagnole sont encore les mêmes qu'il y a dix ans. La hausse générale du niveau de vie n'est pas niée. A la périphérie de Madrid, là où commence la steppe ocre, le Père Jose Maria de Llanos et le Père Diez Alegria, frère du chef d'état-major de l'armée, sont installés dans une modeste paroisse proche du « puits de l'oncle Raymond », une « zone » de masures, de bicoques habitées en majorité par des migrants venus d'Andalousie. Longtemps, les conditions de vie ont été franchement misérables dans ce faubourg accueillant un sous-prolétariat à la recherche de travail. Puis, là aussi, les antennes de télévision et quelques voitures ont fait leur apparition. Les deux prêtres en conviennent.

L'Estrémadure, la Galice, la Manche, l'Andalousie, le Levant restent des provinces relativement pauvres et défavorisées par rapport aux trois grands centres de développement industriel : Madrid, Barcelone, le Pays Basque ; Ford, il est vrai, va s'installer à Saragosse. Exemple spectaculaire de décentralisation que les dirigeants voudraient multiplier.

Le pari de M. Lopez Rodo n'a pas été gagné. Mais pouvait-il l'être ? Comment espérer que la seule croissance économique puisse

corriger les inégalités sociales et « libéraliser » un système politique sans que des modifications structurelles interviennent ? Le front social est sans doute moins chaud qu'à l'époque des grandes grèves de 1962, par exemple, mais il n'est pas calme. Les conflits provoqués par l'incapacité des syndicats officiels à servir d'intermédiaire efficace entre les ouvriers et les patrons se multiplient. Parfois, ils tournent au drame, avec intervention des forces de l'ordre et mort d'hommes. Si le policier tué à Madrid le 1^{er} mai est vraiment tombé en représaille pour la mort d'un ouvrier quelques semaines auparavant, on mesure les répercussions politiques considérables que cette inadaptation de l'Espagne à un style de rapports modernes dans le monde du travail peut provoquer.

Le décalage, pour ne pas dire l'abîme social et politique, qui sépare encore l'Espagne des pays de l'Europe démocratique bloque les négociations avec le Marché commun. C'est une évidence que les dirigeants se refusent à admettre. Ecrire, en Espagne, que la démocratisation du régime est une condition sine qua non de l'entrée dans le Marché commun est un délit justiciable des tribunaux. Pourtant, après de longues tergiversations, les échéances

s'approchent. Quelle sera la vraie place de Madrid à Bruxelles ? Officiellement, l'Espagne, qui n'a obtenu jusqu'à présent qu'un traité commercial préférentiel, est candidate « à une très large place » sans employer toutefois le terme d'« intégration ».

Des négociations doivent s'engager en septembre prochain pour la révision de l'accord préférentiel du 29 juin 1970. L'ambassadeur espagnol à Bruxelles, M. Ullastres, a déclaré le mois dernier que la position actuelle des Communautés était inacceptable. Si aucune promesse d'accord « global » d'ici à 1977 ne pouvait être obtenue, on peut penser que Madrid réaliserait sa menace de rompre les négociations.

La hausse générale du niveau de vie a-t-elle émoussé la combativité des travailleurs comme l'espérait le secrétaire au Plan ? Les dirigeants des commissions ouvrières affirment que non. Ils montrent des bilans qui tendent à prouver que le nombre des conflits sociaux est en hausse.

« C'est, disent-ils, la répression, plus dure que jamais, qui explique les difficultés actuelles d'organisation du monde ouvrier. La nouvelle loi syndicale de 1970, discutée depuis 1967 et finalement approuvée par les Cortès, reprend pour l'essentiel les principes de la loi d'unité syndicale de 1940. Il n'y a rien de changé. »

La crise des commissions ouvrières

Il est vrai que les commissions ouvrières sont en crise. A cela une raison simple : les dirigeants, poursuivis avec vigueur, en sont réduits de nouveau à une activité semi-clandestine peu compatible avec les tâches d'organisation ou d'information dans les entreprises. Dans une première phase, de 1964 à 1966, les commissions ouvrières avaient bénéficié d'une tolérance relative de la part des autorités. C'était l'époque où un Marcalino Camacho, actuellement détenu à la prison de Caratanchal, pouvait avoir des contacts presque directs avec le ministre du travail.

Les réunions des commissions ouvrières se tenaient fréquemment au sein des entreprises dans les locaux des syndicats officiels. De nombreux délégués, ayant accédé à des postes de responsabilité officielle, passaient dans les rangs des commissions. Cet élan s'est poursuivi au moins jusqu'en 1967.

Les motivations de ce double jeu parallèle étaient claires. Les autorités espéraient, en tolérant les commissions ouvrières sans les reconnaître vraiment, attirer le plus grand nombre possible de dirigeants de valeur dans les structures officielles. Il s'agissait, en accordant des avantages « sous la table », de casser la traditionnelle hostilité du monde ouvrier à l'égard du régime. De leur côté, les chefs de file des commissions spéculaient sur un renforcement rapide de leurs structures afin de rendre impossible tout retour en arrière.

Politique suicidaire ? C'est ce qu'affirment aujourd'hui ceux des leaders qui ont rejeté la ligne « imposée par les révisionnistes ». De fait, la « première génération » des commissions a été complètement décapitée par la répression de l'année 1968. Les vastes mouvements de grève de

janvier et d'octobre 1967 à Madrid avaient permis aux adversaires de la « collaboration » occulte avec les commissions de l'emporter d'une manière décisive au sein du gouvernement. Trop connus, travaillant de leur propre aveu « à visage découvert », les chefs du mouvement ouvrier ont été, à l'époque, des proies faciles. Le « procès des dix », constamment différé, semble-t-il, devrait juger incessamment quelques-uns de ces dirigeants détenus.

La crise du parti communiste espagnol est évidemment liée, dans une grande mesure, à celle des commissions ouvrières. Estimant, dès 1965, que le régime franquiste se décomposait rapidement et que de nouvelles perspectives plus libérales étaient proches, le P.C.E., sous l'impulsion de son nouveau secrétaire général, M. Santiago Carrillo, a beaucoup encouragé cette méthode d'infiltration dans les structures officielles des syndicats.

La position prédominante qu'il avait réussi à conquérir en 1967 dans les commissions s'est donc retournée contre lui à l'heure de la répression. La scission chinoise, les controverses suscitées par le « pacte de liberté » et la condamnation de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 ont d'autre part contribué à un affaiblissement progressif du P.C.E. Certains signes montrent, en revanche, que le courant socialiste retrouve une nouvelle jeunesse. Tout un secteur de la démocratie chrétienne de gauche, qui était dirigée par l'avocat Joaquim Ruiz Gimenez, ancien ministre de l'éducation, a rejoint le nouveau parti socialiste qui a rompu en 1972 avec l'ancienne centrale de Toulouse. Mais cette réorganisation s'est faite, semble-t-il, au détriment d'une démocratie chrétienne progressiste dont la voix ne se fait plus guère entendre.

Une « démocratisation raisonnable »

Face aux remous complexes qui agitent les groupes gravitant dans le régime, la gauche traditionnelle apparaît en 1973 faible, non moins divisée que les groupes du régime, et sans véritables moyens d'action. Mais l'essentiel n'est pas là. La contradiction majeure, dans l'Espagne d'aujourd'hui, est en outre un système politique qui ne veut pas ou ne peut pas surmonter les souvenirs de 1936 et une société vivante, moderne, née de l'expansion économique et de l'ouverture vers l'Europe.

L'Espagne de 1973 n'a plus aucun rapport avec celle de 1936, troublée, sous-développée, verbeuse, fiévreuse, mal remise d'un dix-neuvième siècle de pronunciamientos et de traumatismes nationaux. Le vieil anarchisme, né en Andalousie et greffé en Catalogne, n'est pas mort. Mais il est négligeable. Et l'Espagne en a-t-elle le monopole ? Le parti communiste, mûri, affiné dans une dure mais fausse clandestinité, est au moins aussi raisonnable que le P.C. français et le P.C.I.

« Si nous avions des élections générales libres, déclare une personnalité phalangiste, nous trouverions sans doute devant un panorama politique très « européen » : une gauche sérieuse, une droite solide... »

Dans tous les milieux, des voix s'élèvent en faveur d'une « démocratisation raisonnable » de la nation : dans l'armée, dans l'Eglise, qui se réclame du concile Vatican II, dans la classe ouvrière, dans la Phalange, dans l'Université, dans les associations professionnelles, chez des industriels où l'esprit « jeune patron » gagne rapidement du terrain. Ce sont des voix calmes, respectueuses des « anciens » et des motivations de la « croisade », mais résolues aussi à ne pas attendre trop longtemps que l'on accorde l'âge de raison aux nouvelles générations « d'après 1936 ».

« Tôt ou tard, le peuple espagnol devra affronter son destin, écrit Ignacio Camunas Solis (1), quand la période de trêve que nous vivons aura pris fin (...). Il nous faut trouver des formules de coexistence acceptables par l'Europe occidentale (...). Les générations de l'après-guerre, qui sont la majorité dans le pays, regardent avec sérénité le phénomène de 1936. Elles ne ne considèrent ni du côté des vainqueurs ni du côté des vaincus... »

FIN

(1) Espagne. Perspectives 1973. Guadiana. Madrid.